

CONSULTATION PUBLIQUE OCMP - 15 Mars 2016

Dimitri Roussopoulos, Montréal

Dimitri Roussopoulos, en tant que membre du Comité de Citoyen@s de Milton-Parc, il avait contribué et mis sur pied la plus large organisation de coopératives d'habitation et OSBL du Continent américain. Il est aussi, l'un des fondateurs et créateur du Centre de Écologie Urbaine, en 1996. En 2002 il a débuté comme président du Chantier sur la démocratie de la Ville de Montréal et était responsable de la Charte de Montréal sur les Droits et Responsabilités; que place les droit des citoyens a avoir la primauté en matière de politique municipale. Ayant proposé d'instituer un «Prix du Maire en Démocratie», il va continuer jusque la fin de ce Chantier en 2014. En 2011 il a contribué encore, à l'établissement de l'IPAM (Institut de politiques alternatives de Montréal), avec Phyllis Lambert et Dinu Bumbaru. Il a été le vice-président de l'IPAM depuis sa fondation. Dimitri Roussopoulos est un économiste de formation, essayiste et éditeur. Il a publié plus de douze titres, sur des sujets divers: de la démocratie participative jusqu'à l'écologie politique...

Dimitri Roussopoulos a assisté pendant deux semaines aux événements de la Conférence de Paris, COP21/Paris, comme conférencier, invité par Cités Unies et Gouvernements Locaux (Fédération internationale des municipales).

La première question qu'on se pose est simple et stimulante. Comment renverser une tendance dans notre société actuelle?. Au moment de cette consultation publique, je suis assez pessimiste. A savoir si ses forces politiques et économiques et les institutions que contrôlent notre société, seront disposées ou capables de renverser ces priorités dominantes imprégnées dans la consommation, débordant l'idéologie de marché du capitalisme néo-libéral et avec la confusion et la peur trouvées aux plus hauts niveaux de l'État.

Notre société a été, et continue encore, pour quelque temps à être engagée dans une désastreuse guerre contre la Nature. Nous, comme société civilisée, exploitons massivement le meilleur de l'environnement naturel et en même temps produisons des grandes quantités d'ordures et de pollution. Les rapports entre les exportations et l'importations, sont complètement déséquilibrées. Cette situation, agressive, est le reflet d'une société en conflit avec elle-même. Ce conflit social augmente notre attitude agressive contre la Nature et en est le reflet des inégalités entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre la ville et la campagne, pour ne nommer que ses quelques contradictions dans notre société.

À la lumière de cette condition, il y a des mesures que la Ville peut prendre pour réduire, sinon éliminer l'usage des énergies fossiles, ce qui est une petite portion du changement, quand nous regardons ce qui nous reste à faire, pas pour sauver la Nature mais pour transformer notre société, comme prérequis pour rétablir notre relation à la Nature.

Voici quelques démarches:

- 1)** Changer les règles de la construction telles que les nouveaux édifices, pourraient être dotés de toits verts suivant ces règles. Beaucoup de villes européennes ont pris des mesures depuis des années. La Ville de Frankfurt est un exemple à étudier. Pourquoi pas la Montréal nouvelle?
- 2)** Etablir et promouvoir activement l'usage de l'énergie solaire, autant dans les édifices neufs que dans les vieux.
- 3)** Etablir et améliorer une politique active et la pratique de moderniser les immeubles commerciaux, suivis par les immeubles résidentiels sur la consommation d'énergie, chauffage et éclairage. Une telle politique a été appliquée dans quelques immeubles commerciaux à Toronto, quelques années auparavant et fut un succès.
- 4)** En plus du binôme commercial/résidentiel, l'autre industrie à être disciplinée c'est celle de l'automobile. L'usage privé de la voiture peut être substantiellement réduit. Des mesures existent, elles ont été introduites dans des villes comme Londres, Paris, Athènes et ailleurs

avec peu d'efforts. Aussi les automobilistes peuvent être incités à changer pour de autos électriques à court terme ou à payer des taxes accrues sur le gaz. Tous les autobus de STM devront changer à l'électrique, selon le calendrier établi d'avance.

- 5) À moins que le transport public soit gratuit, en commençant par les personnes majeures et les étudiants, l'obsession de posséder une voiture serait difficile à rompre. Notre société est suffisamment riche, pas seulement pour avoir un programme de santé publique et un système d'éducation gratuit mais aussi le transport public est possible. La pratique d'une telle politique de gratuité pourrais être le complément à une politique sur le logement social de même qu'une façon d'éviter l'étalement urbain.

On ne pourrais pas cacher les faits facilement:

Des millions de litres ont été déversés dans l'environnement comme résultat des fuites des canalisations du pétrole: St.-Leon (Manitoba 1994), Hardisty (Alberta 1995 et encore en 2011), Strome (Alberta 1977), Regina 1999), Kerrobert (Sask. 2002) et Odessa (Sask. 2009). Les fuites du transport su rail: St-Hilaire (Qc. 1999), Wabamun (Alberta 2005), Lac Mégantic Qc. 2013), Gogama (Ont. -deux fois- 2015). Et savez vous quel nombre de wagons ont transporté du pétrole au Canada? Ils ont augmenté de 500 en 2009 jusqu'à 186.000 en 2014. Alors à quand la fin?

La Ville de Montréal a demandé des mesure drastiques. Seront-elles prises? Probablement non! Parce que malgré ce magnifique exercice de consultation publique, ceux qui décident ne sont pas assez forts et que les citoyens ne font pas partie du processus de décision. Si nous avons une démocratie participative à Montréal nous aurions alors une ville écologique.